

FOOTBALL ET SOCIALISME

Marion Fontaine

16/06/2016

Juin 2016 : l'Euro de football bat son plein, alors que, comme en 1984, la gauche est au pouvoir. Au-delà de la fête, le football, avec lequel la gauche et les socialistes ont entretenu longtemps des rapports ambivalents, peut opérer comme un révélateur. Marion Fontaine montre ici les implications, passées et présentes, du rapport de la gauche à un sport devenu spectacle.

On commencera par deux images, qui signalent chacune un début de siècle. En 1912, critiquant dans *Le Socialiste* les tentatives pour inventer une fédération sportive et militante, le guesdiste Catulle Mendès remarque, méprisant : « Et quand viendra le Grand Soir, nous bombarderons l'ennemi à coups de ballon !¹ *Sociétés et Représentations*, n°7, décembre 1998, p. 77. » ; il conseille à ses camarades de s'occuper de « questions plus sérieuses et plus spécifiquement socialistes », en renvoyant les « sportsmen » à leur culture physique. Cent ans plus tard, quelques mois avant que ne débute l'Euro de football 2016, la presse, y compris la plus sérieuse, s'interroge gravement sur les dissensions possibles entre le président de la République et son Premier ministre concernant l'épineuse question : Karim Benzema peut-il être sélectionné ou non en équipe de France² ? La nostalgie des origines, qui, bien souvent, étreint la gauche quand elle observe sa propre histoire, pourrait trouver là matière à se nourrir, en déplorant, ici encore, la perte de la pureté révolutionnaire, la soumission aux sirènes capitalistes et aux formes les plus spectaculaires de la culture de masse. Sauf que, si cette nostalgie est présente dans à peu près tous les domaines, de l'économie à la culture, le football est en presque exempté : à quelques exceptions près, même les militants de la gauche la plus critique ne contestent guère, quand ils n'y adhèrent pas, la passion sportive que manifeste, aussi, la gauche gouvernementale.

S'il ne devait exister après tout qu'un seul point commun entre trois responsables politique aussi différents que François Hollande, Daniel Cohn-Bendit et Olivier Besancenot, c'est bien leur prédilection revendiquée pour le spectacle du football. Passion d'hommes de leur temps, sans autre portée politique ? Sans doute. Rien n'interdit pourtant, en cet Euro 2016, de chercher à aller un peu plus loin, d'abord parce que cette situation n'a rien d'une évidence. Le moins qu'on puisse dire en effet est que les rapports de la gauche en général, et des socialistes en particulier, avec le football, notamment comme spectacle, ont longtemps été... compliqués³. Cependant, on n'est pas

seulement ici à la recherche de quelques traits du passé, qui apparaîtraient comme autant de curiosités. Une société et même une force politique se manifestent dans leurs occupations sérieuses (le travail, l'Etat, la guerre, etc.), elles peuvent se lire aussi par le jeu, au moins disent-elles à travers lui quelque chose d'elles-mêmes⁴.

Culture physique contre football

Un regard un peu simpliste, avide d'appliquer les étiquettes réformistes ou révolutionnaires, pourrait toujours arguer, concernant la première citation, que Catulles Mendès était un proche de Jules Guesde, c'est-à-dire de la partie la plus radicale du mouvement socialiste d'avant 1914. En réalité, sur ce point au moins, les choses sont de peu d'importance et, à l'exception de quelques individualités et des quelques militants qui s'engagent pour animer les microscopiques fédérations socialistes⁵, réformistes et révolutionnaires communient pour la plupart, au moins jusque dans l'entre-deux-guerres, au mieux dans leur indifférence, au pire dans leur profonde défiance à l'égard des sports athlétiques en général et du football en particulier.

Ceux-ci cumulent en effet les handicaps : pratiques qui ne sont à l'origine pas si populaires (elles ne se démocratisent vraiment en France qu'après la Première Guerre mondiale), elles sont soutenues souvent par les forces les plus conservatrices, qui voient en elles le moyen de dépasser la lutte des classes et d'œuvrer dans le sens de l'apolitisme⁶. Surtout, pour un mouvement socialiste soucieux d'éduquer, physiquement et spirituellement, la classe ouvrière, le football apparaît comme trop ludique justement, trop peu éducatif, trop violent aussi. Il lui préfère pendant longtemps des activités jugées plus rationnelles, plus morales et plus saines, telles que la gymnastique ou toutes les formes de culture physique. Pour un Léon Blum adepte du cyclisme et qui témoigne très tôt de son goût pour les sports, combien de Jean Jaurès, au fond bien plus révélateur ? Dans les – très – rares passages que ce dernier consacre aux activités physiques, c'est à la seule gymnastique, et à ses vertus formatrices et esthétiques, qu'il fait allusion. Elle lui semble merveilleusement poétique. Elle se prête à toutes les grâces du rythme et à toutes les passions de la lutte⁷. Il remarque un peu plus loin que c'est aussi l'esprit de la Révolution française et de la République qui est à l'œuvre ici, qui veut « que la même clarté soit éveillée dans tous les esprits, que tous les corps soient assouplis et modifiés par les mêmes jeux, par les mêmes joies et par les mêmes épreuves⁸ ».

Mais comment échapper, à partir des années 1920, au goût croissant que les ouvriers manifestent pour le football, le cyclisme, la boxe ? Comment échapper en somme au peuple tel qu'il est et au fait que les sports deviennent un élément de la culture ouvrière ? Les municipalités socialistes s'en rendent bien compte ; elles commencent alors à bâtir stades et piscines et essaient, comme leurs rivales communistes, de contrecarrer l'influence patronale et/ou catholique dans ce domaine. Tout

le monde peut voir d'ailleurs, lors des grèves du Front populaire, les équipes de football, les matchs et les exhibitions se multiplier sur les terrains patronaux, dans les usines occupées : c'est aussi par le jeu que se forme la culture de l'été 1936 et que les ouvriers conquièrent des espaces et des temps qui leur étaient auparavant interdits⁹. Le gouvernement de Léon Blum le reconnaît et confie à Léo Lagrange le fameux sous-secrétariat d'Etat à l'Organisation des loisirs et des sports, et surtout commence à détacher ces derniers des préoccupations militaristes et hygiénistes (l'activité physique comme moyen de régénération des corps, afin de forger des soldats) pour insister davantage sur leurs vertus démocratiques et éducatives¹⁰.

Léo Lagrange, qui est aussi, il faut le souligner, un vrai politique, déploie toute son énergie dans cette tâche. Il noue pour ce faire un dialogue étroit avec les fédérations du sport laïque et surtout avec la Fédération sportive et gymnique du travail (FSGT), née de la fusion des fédérations sportives socialistes et communistes (la guerre des gauches après 1920 s'était même traduite sur le plan sportif), qui trouve alors toute son assise et communie avec le « ministre de la Jeunesse » dans l'exaltation du sport populaire. Mais celui-ci est d'abord pensé sous l'angle de la pratique. Autant la gauche se retrouve alors pour célébrer les bienfaits moraux et physiques de la pratique du football (pas plus toutefois que ceux d'autres sports), autant elle continue à manifester sa méfiance, et le mot est faible, à l'égard du sport professionnel et du spectacle. Figure d'un sport rongé par le capitalisme, assimilé aux images d'une foule passive, aliénée, dépolitisée, élément de cette culture de masse souvent envisagé avec un peu, voire beaucoup, de suspicion par la gauche, le football professionnel apparaît comme l'antithèse du « vrai sport » et, faute de pouvoir tout à fait l'empêcher, il est jugé impossible de l'encourager. Léo Lagrange est on ne peut plus explicite sur ce point : il ne s'agit pas pour lui « de créer des champions et de conduire sur le stade 22 acteurs devant 40 000 ou 100 000 spectateurs », mais « d'incliner la jeunesse de notre pays à aller régulièrement sur le stade, sur le terrain de jeu, à la piscine »¹¹.

Des gauches et du spectacle

Ce football-spectacle, dont l'ampleur devient de plus en plus manifeste, ne cesse dans les décennies qui suivent de poser question aux différentes gauches : faut-il l'ignorer, le combattre, lui céder ou le transformer ? Dans un paradoxe, qui prête à sourire, ce sont les plus « réformistes », c'est-à-dire les socialistes, qui vont adopter, jusqu'aux années 1970, la position la plus rigoriste, la plus janséniste dans ce domaine. Se percevant comme les héritiers de Léo Lagrange, ils ne sont pas loin de partager la position de Joffre Dumazedier, l'un des fondateurs d'une des grandes associations culturelles de l'après-guerre, Peuple et Culture. Le fait que le sport se mue en spectacle est avant tout perçu par ce dernier comme un appauvrissement : « Une presse sportive, des rubriques spécialisées de plus en plus envahissantes excitent les familiers des stades et des

vélodromes, orientent l'attention vers les seuls professionnels, les transforment en demi-dieux, et les dévots deviennent d'innombrables clients qui entretiennent les affaires »¹².

Les communistes français de leur côté se montrent un peu moins intransigeants. Ils ne l'affichent pas trop explicitement : le parti d'Aragon et d'Althusser préfère se représenter comme le porteur de la « grande » culture nationale, intellectuelle et artistique. Il n'y a d'ailleurs pas en son sein d'équivalents de Gramsci ou de Pier Paolo Pasolini qui, en Italie, ont pu tenter de lire dans le football, dans un certain football au moins, un élément légitime de la culture ouvrière. Les communistes français insistent davantage sur le sport, « moyen de culture », et s'acharne à distinguer un « bon » spectacle sain, universel, démocratique (et incarné par l'Union soviétique) d'un « mauvais » spectacle chauvin et capitaliste¹³. Il reste que, sans toujours se l'avouer, ils s'intéressent aussi, souvent, au spectacle tel qu'il est, au Tour de France avant tout, cette grande passion française, mais aussi au football. *L'Humanité*, qui se veut un grand quotidien populaire, ne saurait à vrai dire faire autrement si elle veut conserver ses lecteurs, mais les communistes sont aussi les inventeurs d'une presse sportive spécifique, avant tout tournée vers le sport professionnel, avec des titres, bien connus en leur temps, comme *Miroir du cyclisme* ou *Miroir du football*, ce dernier n'étant pas toujours insensible aux prouesses techniques du Real de Madrid, malgré la réputation de l'Espagne franquiste.

Côté socialistes, les choses bougent, comme souvent dans les années 1970, pour des raisons mêlées¹⁴. A partir de l'épopée des « Verts » de Saint-Etienne, le spectacle footballistique prend une place et un rôle identitaires qu'il n'avait pas auparavant dans l'espace français, ce que perçoit fort bien le cinéaste Jacques Tati, lorsqu'il saisit en 1978 sur le vif l'émotion collective qui déferle sur la Corse, lors du match européen opposant Bastia et le club néerlandais d'Eindhoven¹⁵. Parallèlement, dans le Parti socialiste d'Epinau, accèdent aux responsabilités des militants plus intéressés par le sport spectacle : c'est le cas de Lionel Jospin, de Jean Glavany ou même à certains instants de François Mitterrand, qui ne dédaigne pas s'afficher en 1980 dans les tribunes de Saint-Etienne où il croise d'ailleurs Georges Marchais. Certes, à la même époque, quelques militants du PS se demandent encore avec sérieux s'il ne faudrait pas supprimer les médailles et les équipes nationales aux Jeux olympiques ; au même moment pourtant des responsables comme Jean Glavany manifestent leur intérêt pour le spectacle et des compétitions, encore jugées trop corrompus par le capitalisme, mais dont ils affirment la valeur potentiellement positive. C'est, on le sait bien, la vision qui triomphe à partir des années 1980 et qui conduit les gouvernements socialistes à accueillir sans problème, et même avec enthousiasme, la coupe d'Europe en 1984, le Mondial en 1998, et à vibrer, sans plus aucune restriction, aux exploits de Platini et de Zidane.

Une identité politique en jeu

Qu'en est-il aujourd'hui ? Il faut d'abord évoquer ce que représentent, de manière très ambiguë, le football et son spectacle. Objet d'un intérêt qui, sans être universel, a une dimension mondiale, il est une passion populaire¹⁶, le support de communautés d'émotion dont il faut bien reconnaître la puissance : qui peut oublier, au moins pour ceux qui sont nés avant les années 1990, ce qu'a représenté en France le 12 juillet 1998 et cette joie pure – même si elle n'a pas duré, pourquoi la nier ? – déferlant dans l'été ? Démocratique, le football est simultanément une entreprise de divertissement qui incarne, jusque dans ses pires travers, le capitalisme globalisé : on ne peut pas dire que les instances européennes et mondiales qui en assurent la gouvernance aient, surtout ces derniers temps, apporté la preuve de leur vertu, c'est une litote.

Le football est en outre l'incarnation de tous les paradoxes de la mondialisation. Il témoigne à la fois de l'effacement des territoires – perceptible aussi bien dans le fonctionnement du marché des joueurs que dans le rayonnement de certains clubs (Manchester, Barcelone, pour ne citer que ceux-là, trouvent des supporters bien au-delà des frontières britanniques et espagnoles) – et de l'importance pourtant constante de la référence au territoire comme support d'identités réinventées, ré-imaginées. On adhère à un club, à une équipe nationale et/ou locale aujourd'hui aussi parce qu'elles incarnent des identités qui apparaissent au fond claires, simples, porteuses de dignité et de fierté, quand la chose est devenue moins évidente dans d'autres domaines. Un certain nombre d'observateurs n'ont cessé d'ailleurs ces dernières années de souligner les questions que les sociabilités liées au spectacle, c'est-à-dire celles des supporters, posaient, bien au-delà de la seule question de la violence auxquelles on les cantonne souvent. Dans un temps où l'on ne cesse de pointer la crise de la démocratie représentative, et la nécessité d'y remédier, le comportement de supporters qui s'engagent parfois comme des militants, les communautés d'émotion, les représentations que charrie avec lui le football méritent au moins d'être interrogés¹⁷.

Peut-être même que le jeu pose au fond la vraie question du moment : non pas tant de savoir qui est à gauche, ce qui tient souvent de la querelle théologique sans solution, mais avant cela de savoir ce qu'est une position de gauche, au présent. A part une poignée de militants d'extrême-gauche, qui ont pour eux le mérite de la logique, sinon du réalisme, et se déclarent résolument hostiles au sport « capitaliste » dans son ensemble¹⁸, l'écrasante majorité des mouvements qui constituent historiquement la gauche, des plus réformistes aux plus radicaux, admettent aujourd'hui, on l'a dit, l'existence du spectacle footballistique et même souvent l'apprécient, voire davantage. Faut-il s'en contenter, entériner le fait que le temps du Front populaire n'est tout simplement plus le nôtre et que, si l'intervention de l'Etat dans ce genre de débat pouvait avoir un sens dans les années 1930, il n'en a désormais plus guère ? Les industries culturelles vivent leur

propre vie et, si l'on peut en espérer des retombées sur le plan économique, on peut penser qu'il est désormais hors de propos de vouloir infléchir leur fonctionnement. Faut-il au moins continuer à prendre en charge politiquement la pratique en se fiant, ce vieux rêve de la gauche, à ses vertus morales et éducatrices, pensées surtout ces dernières années sous l'angle du vivre-ensemble et de l'intégration¹⁹ ? Est-il nécessaire d'aller plus loin et d'inventer, au risque de la contradiction ou d'une potentielle impasse (peut-on réformer la culture de masse ?), une « bonne » compétition et un « bon » spectacle, sains, porteurs d'éducation et de démocratisation, refuges d'une véritable culture populaire, à condition de les expurger de leurs poisons capitalistes (le dopage, la corruption, l'inflation des salaires et des budgets) ?

Les proches de la gauche communiste, qui peuvent revendiquer une longue expérience dans ce domaine, demeurent parmi les plus actifs pour poser ces questions²⁰. On n'aurait tort de penser pourtant que la gauche socialiste et gouvernementale s'en désintéresse complètement ou se contente de se livrer à sa passion individuelle pour le football. Elle en a apporté récemment la preuve, comme souvent en mêlant des aspects divergents, et comment souvent aussi sans parvenir tout à fait à valoriser, ni surtout à faire reconnaître, parmi ces aspects, ceux qui étaient les plus démocratiques et les plus porteurs d'avenir²¹. On veut parler ici de la loi, promulguée le 10 mai 2016, renforçant le dialogue avec les supporters et la lutte contre le hooliganisme. Initialement portée par le député Les Républicains Guillaume Larrivé, cette loi aurait pu n'être qu'un ultime avatar des nombreuses mesures qui, depuis les années 1990, ont visé à éradiquer la violence par une politique répressive à l'encontre des supporters (limitations apposées aux comportements autorisés dans les tribunes, interdiction administrative de fréquenter les stades, etc.). Cette politique a assuré une relative pacification, mais a souvent été dénoncée par les supporters comme beaucoup trop unilatérale, privant les stades de leur aspect à la fois festif, exubérant et populaire. La dimension de répression est encore présente dans la version ultime de la loi de 2016, prévoyant un fichage qui a suscité les protestations des associations de supporters. Et pourtant, sur l'intervention de la majorité de l'Assemblée nationale et de Thierry Braillard, l'actuel secrétaire d'Etat aux sports, elle comporte aussi un aspect très neuf. Pour la première fois en effet, la nécessité d'un dialogue entre les autorités publiques, les clubs et les représentants des supporters, est affirmée et affichée. C'est une manière de souligner que les supporters font partie du spectacle, sont des acteurs dans l'espace sportif et démocratique et peuvent, qui sait, jouer un rôle dans la vie proprement dite des clubs. La germe, qui est passée à peu près inaperçue, n'est pourtant pas sans signification, ni sans éventuel débouché pour l'avenir.

Face à l'événement (sportif)

Par une étrange coïncidence chronologique, et sans même parler de la coupe du Monde de 1938 qui enthousiasmait si peu Léo Lagrange, on observera que, ces dernières décennies, toutes les fois que s'est déroulée une grande compétition internationale de football en France (1984, 1998, 2016), la gauche était au pouvoir. Celle qui l'exerce aujourd'hui est encore plus contestée que ses devancières, au point que sa critique est en passe de devenir un autre sport national. Il est vrai qu'elle se trouve aux responsabilités dans un contexte dont le moins qu'on puisse dire est qu'il n'est pas simple, et qu'elle est sans doute à sa manière le reflet d'une société française en proie à des attentes contradictoires. Celles qui entourent l'Euro le révèlent. D'un côté en effet, alors que plane toujours la menace terroriste, la gauche est enjointe à gouverner, à assurer absolument la sécurité (que n'entendrait-on pas si elle ne le faisait pas ?) des stades et des fans-zones. De l'autre, on lui demande de préserver l'esprit de la fête, la spontanéité, de ne pas faire des stades des enceintes aseptisées, de ne pas imposer au spectacle trop de contraintes... On avouera que faire tenir ensemble tout cela relève pour le moins du dilemme.

On se contentera alors de faire une observation qui touche moins aux politiques de sécurité et d'ordre public qu'au sens que le politique peut donner à une telle manifestation. Il existe mille manières de prendre le jeu trop au sérieux. On peut s'indigner de ses effets aliénants et dépolitisants, espérer au contraire dans son rôle consensuel et apaisant, toute croyance qui relève du fantasme ; on n'a jamais vu en réalité qu'une manifestation sportive inverse sur la durée une situation politique et les citoyens, comme les supporters, savent en général distinguer fort bien le jeu d'autres réalités. On peut en faire aussi le nouveau réceptacle de la nation. La tentation est particulièrement présente dans le cas français : depuis la Révolution, l'éloge de l'exceptionnalité et de l'universalité du message et du modèle portés par la France est sans doute l'un des plus communément partagés, à commencer par la gauche. Cela se retrouve d'ailleurs sur le plan footballistique : à l'inverse par exemple d'un pays comme l'Italie, où ce sont d'abord les équipes locales qui portent la passion à incandescence, surtout quand elles s'affrontent au sein d'une même ville (Rome, Turin, etc.), en France, depuis que le football a en partie supplanté le cyclisme et nonobstant quelques rivalités devenues classiques (PSG/OM, Saint-Etienne/Lyon, Lille/Lens), l'équipe nationale est l'objet d'un intérêt passionné, encore renforcé depuis la victoire de 1998. Cela donne lieu à des débats récurrents : l'équipe a-t-elle la bonne composition ou pas ? Chanter la Marseille, ou non ? Est-elle en mesure de gagner, ou pas (cette dernière question conditionnant en réalité largement les précédentes...) ? On sait par exemple à quel point l'équipe « Black-Blanc-Beur » a pu être déifiée, comme icône de l'intégration à la française en 1998, avant que celle de Knysna, en 2010²², ne soit au contraire considérée comme le reflet des dysfonctionnements du même processus. De telles controverses ne vont pas toujours sans exagération, ni sans confusion,

quand elles ne virent pas, elles aussi, au psychodrame national. Au risque du truisme, il faut pourtant bien rappeler que les Bleus ne sont pas les soldats de Verdun, heureusement serait-on tenté d'ajouter. C'est faire peser un poids trop lourd sur des footballeurs que de voir en eux des sauveurs ou des représentants par excellence de la nation ; tout juste peut-on leur demander, comme aux acteurs ou à d'autres stars, auxquels ils s'apparentent en réalité bien davantage, de faire en quelque sorte leur métier, y compris dans la dimension de représentation qui désormais en fait partie.

D'une gauche à la fois lucide et sereine, et dieu sait qu'il n'est pas facile de l'être en ce moment, on pourrait davantage envisager qu'elle prenne le jeu pour ce qu'il est. Non comme un remède, ni comme une fuite, mais comme une pause, un moment qui, sans s'évertuer à mimer le Grand Soir, signale certaines aspirations : cet instant à part, où l'on fait comme si tous étaient égaux, où l'on recrée, sans drame, sans exclusive, du collectif. Non pour renouer avec la pesanteur tragique des nations du XIX^e siècle et les hypostasier de nouveau, mais pour s'y retrouver, légèrement, et même s'en amuser. L'Euro est susceptible de démontrer que l'on peut être fier de l'équipe de France (surtout quand elle est bonne), tout en se passionnant aussi pour d'autres équipes européennes, en fonction des origines familiales réelles ou inventées de chacun, selon les styles de jeu dans lesquels on peut se reconnaître. Autant le dire, étant donné la pente que suivent ces derniers temps les sociétés européennes, on ne croit guère que cette version ait beaucoup de chance de prévaloir. Quitte à rouvrir l'instant d'après tous les dossiers qui fâchent, on est pourtant encline à penser qu'elle ne ferait de mal ni à la France, ni à l'Europe.

- 1.
2. « Benzema et l'Euro en France, une affaire d'Etat », *Le Monde*, 24 mars 2016.
3. Fabien Archambault et Fabien Conord (dir.), dossier « Sport et socialisme », *Recherche socialiste*, hors-Série, n°70-71, janvier-juin 2015.
4. Cf. Norbert Elias et Eric Dunning, *Sport et civilisation. La violence maîtrisée*, Paris, Fayard, 1994.
5. La Fédération sportive et athlétique socialiste (FSAS), l'Union des sociétés sportives et gymniques du travail (USSGT) dans l'entre-deux-guerres : Nicolas Ksiss, « L'USSGT. Echec d'une implantation socialiste dans le mouvement sportif (1924-1934) », dans Jacques Girault (dir.), *L'implantation du socialisme au XX^e siècle. Partis, réseaux, mobilisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2001, p. 237-260.
6. Jacques Defrance « La politique de l'apolitisme. Sur l'autonomisation du champ sportif », *Politix*, n°50, 2000, pp. 13-27.
7. Jean Jaurès, « Gymnastes », *La Dépêche*, 14 avril 1892, repris dans *Œuvres. T. 2, Le passage au socialisme (1889-1893)*, édition établie par Gilles Candar et Madeleine Rebérioux, Paris, Fayard, 2011, p. 187.
8. Ibid., p. 188.
9. Nicolas Ksiss, « Le football corporatif à la FSGT sous le Front populaire dans le département de la Seine : causes et modalités d'une « ruée sportive » », dans Pierre Arnaud et Thierry Terret (dir.), *Le sport et ses espaces XIXe-XXe siècle*, Paris, Editions du CTHS, 1998, pp. 219-239. Voir également les très belles photographies de France Demay présentées dans l'exposition qui se tient durant l'année 2016 au Musée d'histoire vivante de Montreuil, sous le titre « 1936. Nouvelles images, nouveaux regards sur

le Front populaire ».

10. Pascal Ory, *La Belle Illusion. Culture et politique sous le Front populaire*, Paris, Plon, 1994 (réédition en format poche en 2016), pp. 714-787 ; Thibaud Laurent, « Le sport dans l'idéologie socialiste sous le Front populaire (1936-1938) », dans *Recherche socialiste*, hors-série, n°70-71, janvier-juin 2015, pp. 11-22.
11. Cité dans *ibid.*, p. 20.
12. Joffre Dumazedier, *Vers une civilisation du loisir ?*, Paris, Seuil, 1972 (1962), p. 74. Plus généralement, pour cette période, on se permettra de renvoyer à Marion Fontaine, *Une politique du temps libre ?, 1981-1983*, Paris, Fondation Jean-Jaurès, coll. « Essais », pp. 19-27 ; « Histoire du foot-spectacle », *La vie des idées.fr*, mis en ligne le 11 juin 2010.
13. Par exemple, Guy Hermier, Roland Passevant, Michel Zilbermann, *Le sport en question : les réponses des communistes*, Paris, Editions sociales, 1976.
14. Fabien Conord, « Le PS et le sport, 1971-1981 », *Recherche socialiste*, hors-série, n°70-71, janvier-juin 2015, pp. 41-56 ; Marion Fontaine, *Une politique du temps libre ?, op. cit.*, pp. 42-52, pp. 94-99.
15. Jacques Tati, Sophie Tatischeff, *Forza Bastia 78 ou L'île en fête*, 1978/2002.
16. Patrick Mignon, *La passion du football*, Paris, Odile Jacob, 1998.
17. Ludovic Lestrelin, « De l'avantage de comparer des carrières supportéristes à des carrières militantes », *Sciences sociales et sport*, n°8, 2015, pp. 51-77 ; Ludovic Lestrelin, *L'autre public des matchs de football. Sociologie des supporters à distance de l'Olympique de Marseille*, Paris, Editions de l'EHESS, 2010.
18. Dans la lignée des travaux du sociologue Jean-Marie Brohm. Voir par exemple Jean-Marie Brohm et Marc Perelman, *Le football, une peste émotionnelle : la barbarie des stades*, Paris, Éditions Gallimard, 2006.
19. William Gasparini, « L'intégration par le sport : genèse politique d'une croyance collective », *Sociétés contemporaines*, n°69, 2008, pp. 7-23.
20. Nicolas Bonnet-Ouladj et Adrien Pécout, *Libérer le sport. 20 débats essentiels*, Paris, Editions de l'Atelier, 2015. Voir aussi le blog de Nicolas Ksiss Martov intitulé « Never trust a marxist in football », sur le site de sofoot.
21. Pour une analyse nuancée de ce projet de loi, Nicolas Hourcade, Ludovic Lestrelin et Patrick Mignon, « Pour une désescalade des tensions autour des supporters de football », *Le Monde*, 5 avril 2016.
22. Stéphane Beaud, (en collaboration avec Philippe Guimard), *Traîtres à la nation ? Un autre regard sur la grève des Bleus en Afrique du Sud*, Paris, La Découverte, 2011.